

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200F CFA

www.adiac-congo.com

N° 4573 VENDREDI 18 AOÛT 2023

JOURNÉE DE LA SADC

Félix Tshisekedi pour l'industrialisation de la sous-région

Le président sortant de la Communauté de développement d'Afrique australe (Sadc), Félix Tshisekedi, a estimé, le 17 août, que l'industrialisation est nécessaire pour soutenir l'intégration régionale. La Journée de la Sadc est une commémoration annuelle de la Sadc qui honore le bon travail accompli par l'organisation pour promouvoir le développement et l'unité dans la région.

Page 3



Le drapeau de la SADC

DEVOIR DE MÉMOIRE

Les victimes des atrocités de l'Est réclament réparation



Des habitants fuyant les affrontements à Masisi

Bien d'analystes pensent que le moment est venu de bâtir la mémoire collective autour des crimes commis depuis trois décennies en République démocratique du Congo (RDC). Plus que jamais, la RDC est engagée dans

un processus d'implémentation de la justice transitionnelle avec, à la clé, les réparations en faveur des victimes des atrocités commises à l'Est.

Page 4

ASSISTANCE

Caritas et le Fonds humanitaire de la RDC au chevet des déplacés



Distribution des non-vivres aux déplacés de Kenge et Popokabaka

Au total, mille quatre cent soixante ménages déplacés et familles d'accueil dans les zones de santé de Kenge et de Popokabaka dans le Kwango ont bénéficié de l'aide des deux institutions. Chaque ménage a reçu du cash pour le loyer et un kit des articles ménagers essentiels (AME).

Page 2

NIGER

L'Union africaine s'oppose à l'intervention militaire

À l'issue d'une réunion « tendue » et « interminable », selon des diplomates, le CPS, organe chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a refusé l'usage de la force. Tout en étant opposé à une intervention armée au Niger, le CPS a quand même décidé de suspendre le Niger de toutes les instances de l'Union africaine.

Page 5

ÉDITORIAL

Ritournelle !

La question du déficit du personnel enseignant au Congo revient chaque année comme une ritournelle pour les ministères en charge de l'Éducation nationale, notamment dans les cycles primaire et secondaire. En dépit des quotas souvent réservés pour y faire face, l'espoir de combler cette carence qui s'est exacerbée entre 2010 et 2020 est encore bien loin.

Cette insuffisance constatée dans les écoles congolaises n'est pas sans incidence sur le système éducatif. Chez les apprenants, elle est en partie à l'origine de la baisse du niveau scolaire dans la mesure où les enseignants disponibles évoluant pour la plupart en alternance entre les écoles publiques et privées privilégient les établissements privés qui constituent pour eux des ressources additionnelles.

La difficulté à résoudre le manque d'enseignants relève également du fait que nombre d'entre eux se reversent, une fois recrutés, dans d'autres corps de métier qu'ils considèrent plus avantageux en termes de revenus. Les régies financières et la communication étant parmi les secteurs qui attirent le plus, il sied de mettre en place des mécanismes qui fassent que chacun puisse évoluer dans le domaine de sa compétence et selon sa formation de base.

En attendant d'y parvenir, la décision du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation demandant à tous les candidats qui postulent au recrutement de servir dans les salles de classe peut être un début de solution. Elle devrait cependant être suivi d'effet au niveau du ministère de la Fonction publique de sorte que les recrues dans le quota de l'Enseignement aient le profil d'enseignant.

Tel est le combat sans faille que mènent depuis des années les syndicats des enseignants.

Les Dépêches de Brazzaville

ASSISTANCE

Caritas et le Fonds humanitaire de la RDC au chevet des déplacés

Au total mille quatre cent soixante ménages déplacés et familles d'accueil dans les zones de santé de Kenge et de Popokabaka dans la province de Kwango ont bénéficié de l'aide des deux institutions.

Chaque ménage a reçu du cash pour le loyer et un kit des articles ménagers essentiels (AME) composé d'une casserole, cinq gobelets, une louche, cinq cuillères, un couteau de cuisine, une pièce de pagne, une couverture, trois barres de savon, une bâche de 4X5m, un sac en polypropylène, un kit d'hygiène intime comprenant : un seau en plastique de trois litres, deux savons de toilette, un sachet de bande hygiénique, des sous-vêtements, un fil pour étalage.

Cette action s'est inscrite dans le cadre du Projet de réponse multisectorielle en abris et AME pour couvrir les besoins prioritaires et améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables dans les provinces de Mai-Ndombe, Kwilu et Kwango en République démocratique du Congo (RDC) financé par le Fonds humanitaire de la RD Congo. : Ces populations déplacées, qui ont fui les attaques des milices Mobondo à la suite des conflits fonciers opposant les tékés et les yakas, font face à plusieurs besoins et leurs conditions de vie sont déplorable.

A en croire, le chargé du projet au service de promotion de la solidarité et du partage à Caritas Congo ASBL, François Mbutshitshi Kasongo, cette assistance n'a couvert qu'une partie de la population des déplacés en besoin dans les trois provinces, à savoir Kwilu, Kwango et Mai-Ndombe. « Il y'a un gap important dans d'autres secteurs qui n'ont pas été pris en



Distribution des non-vivres aux déplacés de Kenge et Popokabaka compte à l'instar de l'eau-hygiène-assainissement, de l'éducation, de la nutrition, de la sécurité alimentaire, moyens de subsistance, etc. », a-t-il révélé tout en plaidant pour le retour de la paix dans ce coin du territoire national. « Il faut d'abord rétablir la paix dans ces trois provinces car la population en déplacement et celle qui accueille souffrent énormément », a-t-il martelé tout en recommandant aux acteurs humanitaires de porter aussi leur attention vers cette partie du pays.

Blandine Lusimana

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédaction en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba

Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelélé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila

Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundaka Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JOURNÉE DE LA SADC

Félix Tshisekedi : « L'industrialisation est une priorité pour notre région »

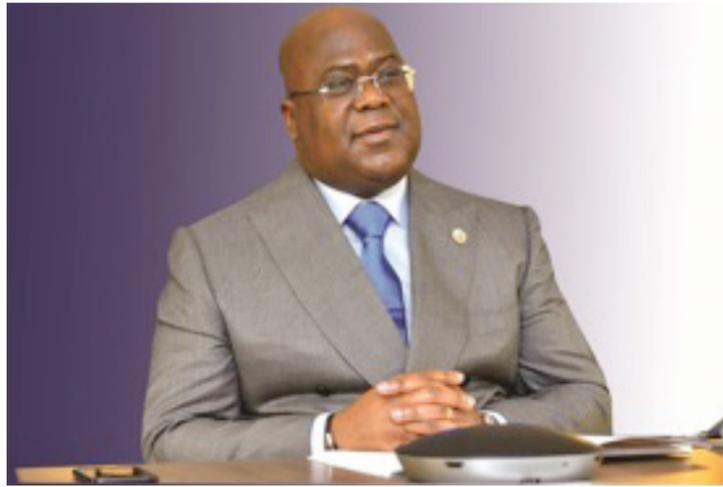
Dans son message adressé à l'occasion de la journée de la Communauté de développement d'Afrique australe (Sadc) 2023, le président sortant de cette organisation, le chef de l'Etat congolais, Félix-Antoine Tshisekedi, a estimé que l'industrialisation est nécessaire pour soutenir l'intégration régionale.

La Journée de la Sadc est une commémoration annuelle depuis la décision du 14e sommet, tenu en août 1994, de déclarer le 17 août comme étant la journée de la Sadc, en l'honneur du bon travail accompli par l'organisation pour promouvoir le développement et l'unité dans la région. En même temps, le 43e sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Sadc se tient à Luanda en République d'Angola, ce même 17 août 2023, sur le thème « *Capital humain et financier : les principaux moteurs d'une industrialisation durable dans la région de la Sadc* ». Ce thème vise à aborder deux des facteurs les plus importants pour soutenir l'industrialisation régionale, à savoir des ressources humaines adéquates en termes de nombre et de capacité technique dans le contexte du changement climatique et de la quatrième révolution industrielle, et des ressources financières adéquates pour garantir des mécanismes de financement plus durables.

Au cours de ce 43e sommet, João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola, succédera à la présidence de la Sadc à Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, président de la République démocratique du Congo.

Une paix et une sécurité relativement stables

Dans son message, Félix



Le président sortant de la Sadc et chef de l'Etat congolais, Félix Tshisekedi Crédits Photo Sadc

« En tant que communauté régionale unie de 16 États membres, avec un produit intérieur brut combiné d'environ 720 milliards de dollars et une population totale de plus de 360 millions de personnes, dont 75 % sont des jeunes, nous disposons d'un marché dont le potentiel pour l'investissement et le développement économique est considérable »

Tshisekedi a indiqué que la Sadc connaît une paix et une sécurité relativement stables, malgré les menaces récurrentes qui pèsent sur la sécurité de certains États membres de la Sadc, dont la République démocratique du Congo (RDC) et le Mozambique, où des groupes armés continuent de causer d'innombrables souffrances parmi les civils, en particulier les femmes et les enfants. Néanmoins, a-t-il fait savoir, malgré certains défis, la Sadc continue de bien se porter, comme le montre l'indice d'intégration régionale multidimensionnelle de la commission de l'Union africaine,

qui a attribué une note élevée à la Sadc en matière d'intégration régionale, notamment en ce qui concerne l'intégration financière, infrastructurelle, commerciale et environnementale. « *En tant que communauté régionale unie de 16 États membres, avec un produit intérieur brut combiné d'environ 720 milliards de dollars et une population totale de plus de 360 millions de personnes, dont 75 % sont des jeunes, nous disposons d'un marché dont le potentiel pour l'investissement et le développement économique est considérable* », a expliqué le président sortant de cette organisation, tout en recon-

naissant que Les incertitudes et les risques pèsent toujours lourdement sur les économies de la région, avec une inflation élevée, une croissance faible et les effets du changement climatique qui affectent les vies et les moyens de subsistance.

Améliorer le déploiement des programmes d'industrialisation et d'intégration des marchés

L'industrialisation est une priorité pour la région, car elle est nécessaire pour soutenir l'intégration régionale, a déclaré Félix Tshisekedi. À cet égard,

tégique (RISDP, 2020-2030) de la Sadc. « *Ce thème visait également à faire avancer la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route d'industrialisation de la Sadc, qui aiderait les économies de la région à se diversifier et à se détacher de la dépendance à l'égard des produits de base primaires, tels que les minéraux bruts et les produits agricoles, pour se concentrer sur des biens manufacturés à forte valeur ajoutée* », a-t-il souligné.

Exploiter le capital humain et financier

Pour Félix Tshisekedi, le thème de l'année à venir « *Capital humain et financier : principaux moteurs d'une industrialisation durable dans la région de la Sadc* », tel que proposé par la présidente entrante de la Sadc, la République d'Angola, devrait permettre à la Sadc de continuer à faire avancer l'agenda de l'industrialisation en développant, en mobilisant et en exploitant le capital humain et financier. « *Il nous incombe la tâche considérable de veiller sur les aspirations des citoyens de la Sadc, à savoir le bien-être économique durable, la justice et la liberté. Cela signifie donc que nous devrions déployer sans relâche nos énergies et canaliser nos ressources vers la réalisation des aspirations de nos fondateurs* », a indiqué le président sortant de la Sadc.

Patrick Ndongidi

MINES

La RDC et la Chine réfléchissent sur des orientations pour un partenariat fructueux

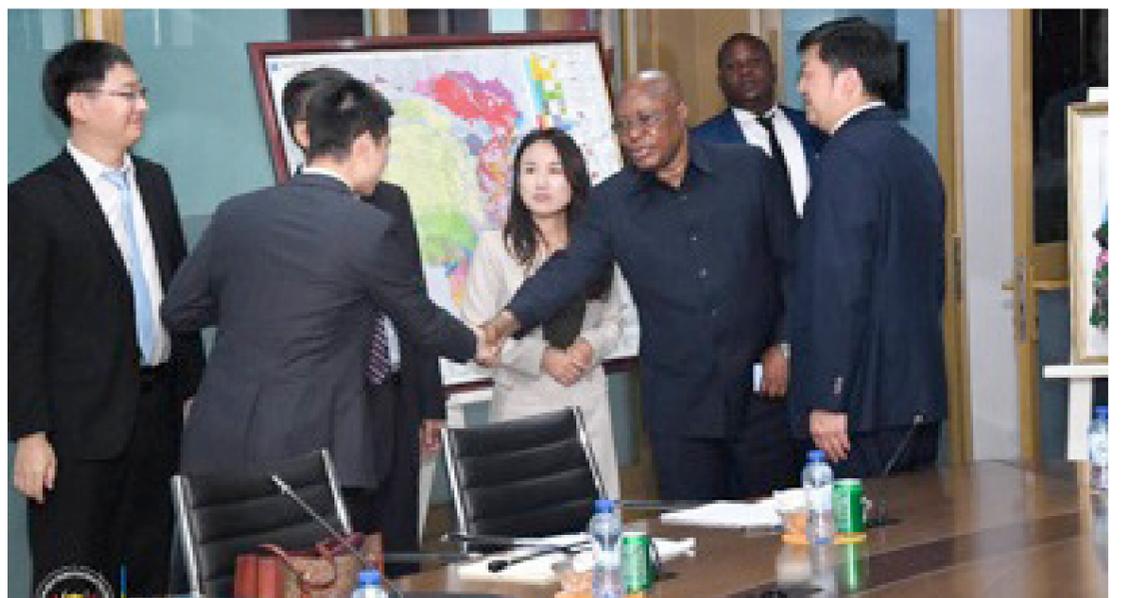
La République démocratique du Congo (RDC) et la Chine entendent mettre sur pied de nouvelles stratégies dans le secteur minier en vue de développer un partenariat gagnant-gagnant entre les deux pays au bénéfice de leurs populations.

La question a été récemment au centre d'une séance de travail entre le vice-ministre des Mines, Godard Motemona Gibolum qui a représenté la ministre de tutelle, Antoinette N'Samba Kalambayi, empêchée et les membres de la Commission nationale du développement et de la réforme, (CNDR) une institution chinoise qui pilote les investissements étrangers dans le secteur minier. D'après M. Gao Jian, directeur général de la CNDR, cette rencontre a permis de fixer conjointement les orientations pour une bonne coopération dans le secteur minier. De son côté, le vice-ministre des Mines s'est dit favorable quant aux différentes propositions lui soumises par ses hôtes.

Le chef de la délégation de la partie chinoise a affirmé, en outre, que la CNDR tient mordicus à respecter les engagements pris par sa structure vis-à-vis des autorités congolaises pour que le partenariat gagnant-gagnant demeure le maître mot entre les deux parties.

Les deux parties se sont mises d'accord sur les prochaines étapes à parcourir et les orientations qui vont cimenter la coopération future aux côtés de la RDC, premier pays producteur de cobalt à l'échelle mondiale et troisième producteur de cuivre. Notons que la RDC est sur la voie de devenir bientôt le deuxième producteur de cuivre dans le monde.

Blandine Lusimana



La RDC et la Chine pour une coopération dans le secteur minier

DEVOIR DE MÉMOIRE

Les victimes des atrocités de l'Est réclament réparation

Dans plusieurs coins des territoires de Rutshuru, Nyiragongo et Masisi actuellement occupés par les rebelles du M23, des arrestations arbitraires ainsi que des exécutions extrajudiciaires sont devenues la règle. Nonobstant la documentation régulière des experts de l'ONU sur le sujet, la communauté internationale continue d'afficher un mutisme qui laisse perplexe tout esprit averti.

Cela fait plus d'une décennie depuis que les Congolais de l'Est se trouvent empêtrés, bien malgré eux, dans des guerres d'usure dont ils ne maîtrisent ni les tenants ni les aboutissants. Entre 1994 et 2003, les affrontements qui ont eu lieu principalement dans le Grand-Kivu entre factions armées et forces régulières ont causé, de manière directe ou indirecte, près de 5,4 millions de morts. Ces estimations produites en 2007 par International Rescue Committee intègre notamment l'après génocide tutsi (1994), la première guerre du Congo (1996-1997) et la deuxième (1998-2003).

Ces massacres et violations des droits de l'homme dont certains constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont conduit plusieurs observateurs à créditer la thèse d'un génocide congolais. Thèse confirmée, plus tard, par le rapport «Projet Mapping» qui a eu à documenter les violations les plus graves des droits humains et du droit international humanitaire commises en République démocratique du Congo (RDC) entre 1993 et 2003, lesquelles ont toujours été minimisées. Reconnaître le génocide congolais le plus navrant est qu'aujourd'hui en-



Des habitants fuyant les affrontements à Masisi

Ces massacres et violations des droits de l'homme dont certains constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont conduit plusieurs observateurs à créditer la thèse d'un génocide congolais.

core, on continue à massacrer impunément des pauvres civils, à les exécuter arbitrairement, par balle ou à l'arme blanche, particulièrement dans les zones

sous contrôle du mouvement rebelle M23.

Cette situation demeure alarmante avec des conséquences graves sur la situation huma-

nitaires dans la région. C'est ici que le «Genocost», une initiative mise en place depuis d'une dizaine d'années pour la reconnaissance du génocide contre les populations congolaises, trouve tout son sens. Ce concept a été créé dans le but de lutter contre le silence, la minimisation, le déni de justice et l'oubli concernant les crimes graves commis en RDC. Genocost vise, par ailleurs, à sensibiliser en faveur du droit du peuple congolais à la vérité, à la justice, aux réparations et

à la prévention de la répétition de tels crimes. Et pour honorer la mémoire des victimes, une journée d'hommage aux victimes des violences sexuelles liées aux conflits et autres crimes graves a été instaurée dont la première a été commémorée, le 2 août, à Kinshasa.

La quête de la justice

Est-ce le début d'une construction de la mémoire collective autour des crimes commis depuis trois décennies en RDC ? En tout cas, l'on est tenté d'y croire. Le moment est venu de crier à l'injustice internationale. Au-delà des simples discours, le moment est venu d'engager un plaidoyer fort autour de la mise en place d'un tribunal pénal international pour le Congo comme dans les autres pays où il y a eu des massacres afin de juger tous les auteurs des crimes commis sur le sol congolais. En même temps, certains auteurs dont les crimes ont été documentés et qui occupent impunément des postes officiels devront être sanctionnés. Ces victimes qui, pour la plupart, ont subi une grande stigmatisation ajoutée à la douleur à la fois physique, morale et psychologique, attendent réparation.

Alain Diasso

BAS-UÉLÉ

La Fondation Carole-Agito relève le défi de l'éclairage public à Buta

Chef-lieu de la province du Bas-Uélé, la ville de Buta va bénéficier pour la première fois depuis l'époque coloniale de l'éclairage public, défi relevé par la sénatrice Carole Agito Amela à travers sa fondation.

Plongée dans l'obscurité en nocturne après plusieurs décennies, la ville de Buta, chef-lieu de la province de Bas-Uélé issue du démembrement de l'ex-province orientale, sera totalement éclairée. La sénatrice et questeuse de la chambre basse du Parlement, Carole Agito Amela, fille du terroir, a pris la décision de relever le défi de l'éclairage public. Ce sera une première de cette ville depuis l'époque belge.

Dans un premier temps, un lot important des matériels a été acheté par la Fondation Carole Agito pour la réalisation de l'éclairage public de Buta. Les premiers travaux partiront de la place Bois-Rouge, en face l'avenue Mongengeta, jusqu'à la rive gauche de la rivière Rubi. Ensuite, ces travaux se poursuivront sur les autres artères de la ville de Buta. « Toutes les avenues du chef-lieu du Bas-Uélé seront éclairées »,



Carole Agito, sénatrice du Bas-Uélé

Les premiers travaux partiront de la place Bois-Rouge, en face l'avenue Mongengeta, jusqu'à la rive gauche de la rivière Rubi. Ensuite, ces travaux se poursuivront sur les autres artères de la ville de Buta. « Toutes les avenues du chef-lieu du Bas-Uélé seront éclairées »

rassure-t-on.

La Fondation Carole Agito, rapporte-t-on, ne compte pas s'arrêter à la seule agglomération de Buta. Candidate à la députation nationale de Buta ville, Carole Agito vise également l'éclairage public pour l'ensemble du territoire de Buta, conformément à l'un des piliers fondamentaux de sa Fondation, axé sur le social. Ainsi, des bourgades comme Kumu, Bagbe, Titule, Liguga, sont dans le viseur de la dynamique sénatrice dans son option d'éclairage, ainsi que d'autres centres de négoce environnants de Buta tels Makala (site de l'Eglise protestante abritant le temple protestant, les écoles,

université et hôpital et un petit marché), Koteli, Melume, Yema, Nzilaplenda (passage à niveau rails-route).

Femme politique et entrepreneuse, Carole Agito est une personnalité influente et très investie dans le développement infrastructurel et social du Bas-Uélé. Elue des élus de ladite province, elle a dignement été présente lors du décès du regretté premier gouverneur du Bas-Uélé, Valentin Senga, en remettant à la famille du défunt des fonds pour son enterrement en Belgique, et cela, conformément aux textes du Sénat, car feu Senga fut aussi sénateur du Bas-Uélé. C'est donc une femme au grand cœur et préoccupée par la situation sociale de la population du Bas-Uélé qui enclenche, à travers sa Fondation, des travaux d'éclairage de la ville de Buta et des environs.

Martin Engimo

NIGER

L'Union africaine s'oppose à l'intervention militaire

A l'issue d'une réunion « tendue » et « interminable », selon des diplomates, le CPS, organe chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a refusé l'usage de la force.

Le Conseil de paix et de sécurité (CPS), organe de l'UA chargé de statuer sur les questions de règlement des conflits, a tenu une réunion pour s'y pencher. La réunion a débouché sur une opposition du CPS à l'usage de la force au Niger. Tout en étant opposé à une intervention armée au Niger, le CPS a quand même décidé de suspendre le Niger de toutes les instances de l'Union africaine. Selon plusieurs sources, l'Union africaine rejette l'idée d'une intervention militaire au Niger et se désolidarise

donc du positionnement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao).

Cette position de l'Union africaine satisfera, à coup sûr, la majorité des populations de la sous-région ouest-africaine. En effet, depuis que la Conférence des chefs d'État de la Cédéao a commencé par brandir la menace d'une intervention militaire, les populations n'ont cessé de crier leur opposition pour essayer d'en dissuader les dirigeants. Mais, cela ne les a pas empêchés d'activer, jeudi dernier,

la force en attente de l'Organisation régionale.

Depuis le coup d'Etat des putschistes, Dakar, Abuja et Yamoussoukro envisagent l'option militaire. Alors que l'option d'une intervention militaire est toujours sur la table de la Cédéao.

A Niamey, les habitants de la capitale appellent au recrutement massif de volontaires « pour aider l'armée à faire face à la menace croissante du bloc régional d'Afrique de l'Ouest, la Cédéao, qui déclare qu'elle utilisera la force militaire si la junte ne rétablit

pas le président déchu Mohamed Bazoum ».

L'initiative vise à recruter des dizaines de milliers de volontaires dans tout le pays « pour défendre le Niger, afin de combattre, d'aider aux soins médicaux et de fournir une logistique technique et d'ingénierie, entre autres fonctions, au cas où la junte aurait besoin d'aide. C'est une éventualité. Nous devons être prêts à chaque fois que cela se produira », a déclaré Amsarou Bako, l'un des fondateurs du mouvement. La campagne de recrute-

ment sera lancée le 19 août à Niamey ainsi que dans les villes où les forces d'invasion pourraient entrer, comme près des frontières avec le Nigeria et le Bénin, deux pays qui ont déclaré qu'ils participeraient à une intervention. Toute personne âgée de plus de 18 ans peut s'inscrire et la liste sera remise à la junte pour qu'elle puisse faire appel à des personnes en cas de besoin, a indiqué Bako. « La junte n'est pas impliquée, mais elle est au courant de l'initiative », a-t-il ajouté.

Yvette Reine Nzaba

GUINÉE

L'UE apporte 40 millions d'euros pour l'éducation et la protection de la biodiversité

Un programme sectoriel en matière d'éducation et de protection de la biodiversité en Guinée sera financé à hauteur de 40 millions d'euros par l'Union européenne (UE), a-t-on appris mercredi de source officielle à Conakry.

Une première tranche de 14 millions d'euros devrait permettre au gouvernement de transition de faire face aux menaces de dégradation et de destruction de l'environnement et de la biodiversité à travers le pays, selon la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou.

La savane, la mangrove et la forêt sont les trois paysages qui seront essentiellement pris en compte dans la mise en œuvre de ce projet ciblant les réseaux de zones protégées en Guinée. « Les défis climatiques sont au cœur de nos préoccupations et nous travaillons en synergie avec nos partenaires pour venir au bout desdits

défis », a dit Mme Pricemou en remerciant tous les partenaires qui financent les grands projets de développement en Guinée.

Selon elle, une seconde tranche de 26 millions d'euros sera consacrée au soutien du programme décennal de l'éducation sur la période 2020-2029 sur l'ensemble du territoire. Elle a souligné que ces deux axes du programme de développement étaient conformes avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

Un programme sectoriel en matière d'éducation et de protection de la biodiversité en Guinée sera financé à hauteur de 40 millions d'euros par

l'Union européenne (UE), a-t-on appris mercredi de source officielle à Conakry.

Une première tranche de 14 millions d'euros devrait permettre au gouvernement de transition de faire face aux menaces de dégradation et de destruction de l'environnement et de la biodiversité à travers le pays, selon la ministre du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou.

La savane, la mangrove et la forêt sont les trois paysages qui seront essentiellement pris en compte dans la mise en œuvre de ce projet ciblant les réseaux des zones protégées en Guinée.

« Les défis climatiques sont

au cœur de nos préoccupations et nous travaillons en synergie avec nos partenaires pour venir au bout desdits défis », a dit Mme Pricemou en remerciant tous les partenaires qui financent les grands projets de développement en Guinée.

Selon elle, une seconde tranche de 26 millions d'euros sera consacrée au soutien du programme décennal de l'éducation sur la période 2020-2029 sur l'ensemble du territoire. Elle a souligné que ces deux axes du programme de développement étaient conformes avec les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU.

La rupture de câbles sous-marins perturbe les communications entre l'Afrique et l'Europe

Trois câbles sous-marins essentiels qui relient la côte ouest de l'Afrique à l'Europe ont été simultanément coupés, affectant les communications internationales entre les pays au sud de la République démocratique du Congo et l'Europe, selon un communiqué publié par Angola Cables.

Les câbles concernés sont WACS, SAT3 et ACE. La rupture s'est produite à environ 150 km de l'embouchure du fleuve Congo et pourrait avoir été causée par le fort courant du fleuve, selon le communiqué. Les détails exacts de la rupture et de ses causes n'ont pas encore été élucidés.

« Les consortiums qui gèrent les systèmes sous-marins concernés travaillent déjà à la réparation des câbles, et les communications devraient être rétablies d'ici le début du mois de septembre », a fait savoir le câblo-opérateur angolais.

En raison de l'incident, l'Angola connaîtrait « une légère dégradation » de la qualité de l'Internet, a indiqué l'opérateur, ajoutant que la société avait un plan de secours pour connecter l'Internet de l'Angola à celui du Brésil et des États-Unis.

Noël Ndong

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

La Zambie accueillera une conférence internationale sur la restauration des terres

La Zambie accueillera en mars 2024 une conférence internationale inaugurale sur la restauration des terres et la protection de l'environnement, a annoncé mercredi Douty Chibamba, secrétaire permanent du ministère de l'Économie verte et de l'Environnement.

Il a précisé qu'environ 1.500 participants assisteront à cet événement qui se tiendra dans la ville méridionale de Livingstone. Elle sera organisée par la Global EverGreening Alliance, une organisation internationale à but non lucratif qui coordonne le développement et la mise en œuvre de la restauration environnementale à grande échelle dans les pays en voie de développement du monde entier.

« La restauration des terres est essentielle pour atténuer le changement climatique et

s'y adapter. Il est urgent de prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation efficaces pour faire du changement climatique l'une des questions existentielles les plus importantes, non seulement en Zambie, mais aussi dans le monde entier », a dit M. Chibamba lors d'un point de presse.

Cette conférence servira de plateforme idéale pour partager les progrès réalisés dans le domaine de la restauration des terres et de la protection de l'environnement, a poursuivi le

haut fonctionnaire.

Selon lui, elle permettra également de mettre en valeur les connaissances et les capacités collectives en matière de restauration des terres et de protection de l'environnement parmi les parties prenantes. Il s'agira d'une plateforme unique de collecte et de partage des connaissances et des informations qui permettra d'étendre le travail et de forger de nouveaux partenariats stratégiques.

Il a souligné que le programme de développement de la Zam-

bie ne pouvait être réalisé sans une planification appropriée de l'utilisation des terres, une gestion responsable des ressources et la collaboration de toutes les parties prenantes. La Zambie possède des paysages variés et chacun d'entre eux a un rôle unique à jouer pour soutenir le développement durable, a-t-il dit, ajoutant que les objectifs environnementaux et socio-économiques ne pourraient être atteints que si le pays disposait de ressources foncières saines.

Xinhua

RESSOURCES NATURELLES

L'Afrique, future place majeure des chaînes d'approvisionnement mondiales

Fort de l'abondance de ses ressources naturelles et d'un marché à la consommation en pleine expansion, le continent africain a une opportunité historique de s'inviter dans les chaînes d'approvisionnement technologiques mondiales, a indiqué la Cnuced.

Qu'il s'agisse de l'automobile, de la téléphonie, du photovoltaïque, l'Afrique peut devenir une destination manufacturière de premier plan pour les industries à forte intensité technologique et un maillon essentiel des chaînes d'approvisionnement mondiales, a expliqué la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) dans son rapport 2023 sur le développement économique en Afrique. L'abondance des ressources indispensables à la tech mondiale sur le continent et l'essor d'un marché de consommation locale font de l'Afrique un endroit pertinent pour implanter des unités de production, notamment pour le marché des pièces automobiles, des batteries des smartphones, des médicaments de base ou encore des photovoltaïques, selon la Cnuced.

L'atout de son sous-sol

À titre d'exemple, en 2022, la République démocratique du Congo était le plus grand producteur de cuivre en Afrique, avec 1,8 million de tonnes métriques - et au-delà de l'exploration et de l'extraction, le pays est une destination potentielle pour l'affinage de produits mé-

talliques destinés au secteur des véhicules électriques. Comme pour la RDC, le premier atout de l'Afrique pour s'imposer dans ces domaines est son sous-sol, selon la Cnuced. Le continent recèle une petite moitié des réserves mondiales de cobalt et de manganèse - deux métaux essentiels à la fabrication de batteries électriques par exemple - mais aussi une production significative d'autres matériaux vitaux : argent, titane, nickel,

entreprises locales de concevoir, d'acheter, de fabriquer et de fournir les composants nécessaires.

Renforcer la position de l'Afrique dans les chaînes d'approvisionnement

Par ailleurs, l'Afrique offre également des avantages tels qu'une main-d'œuvre plus jeune, sensibilisée à la technologie et adaptable, et une classe moyenne en plein essor, connue

la croissance économique et de créer des emplois pour des millions de personnes », a déclaré la secrétaire générale de la Cnuced, Rebeca Grynspan. L'expansion des chaînes d'approvisionnement en énergie en Afrique est également une occasion d'accélérer l'action climatique. À l'heure actuelle, seuls 2% environ des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables sont destinés à l'Afrique.

Le financement des chaînes d'approvisionnement a augmenté de 40%

Selon le rapport, la valeur du marché africain du financement des chaînes d'approvisionnement a augmenté de 40% entre 2021 et 2022, atteignant 41 milliards de dollars. Mais cela ne suffit pas. Le continent peut mobiliser davantage de fonds en éliminant les obstacles au financement des chaînes d'approvisionnement, notamment les défis réglementaires, la perception des risques élevés et l'insuffisance de renseignements en matière de crédits. Le rapport est un appel aux dirigeants africains à se concerter et à mettre en place les réglementations et

infrastructures adéquates pour décider des investisseurs à franchir le pas. « Nous exhortons les pays africains à éviter d'être enfermés dans la fourniture « simplement » de matières premières, ce qui se traduit par une intégration de très faible valeur aux chaînes d'approvisionnement mondiales », a écrit Rebeca Grynspan.

En attendant, dix-sept pays africains, dont l'Angola, le Botswana, le Ghana et l'Afrique du Sud, ont déjà mis en œuvre des réglementations sur le contenu local afin de soutenir la croissance des chaînes d'approvisionnement locales et de favoriser le transfert de technologies. Sur un autre plan, la Cnuced souligne la nécessité d'un allègement de la dette pour offrir aux pays africains une marge de manœuvre budgétaire leur permettant d'investir dans le renforcement de leurs chaînes d'approvisionnement, étant donné qu'ils paient en moyenne quatre fois plus pour emprunter que les États-Unis et huit fois plus que les économies européennes. Le PIB du continent africain est passé de 4,5% en 2021 à 3,7% en 2022.

Noël Ndong

« C'est le moment pour l'Afrique de renforcer sa position dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, alors que les efforts de diversification se poursuivent. C'est aussi l'occasion pour le continent de renforcer ses industries émergentes, de favoriser la croissance économique et de créer des emplois pour des millions de personnes »

lithium, graphite, etc. Mais pour favoriser un tel développement, les pays africains devraient toutefois obtenir de meilleurs contrats miniers et licences d'exploration pour les métaux utilisés dans les produits de haute technologie et les chaînes d'approvisionnement. Cela renforcerait les industries nationales, en permettant aux

pour sa demande croissante de biens et de services plus sophistiqués. « C'est le moment pour l'Afrique de renforcer sa position dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, alors que les efforts de diversification se poursuivent. C'est aussi l'occasion pour le continent de renforcer ses industries émergentes, de favoriser

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

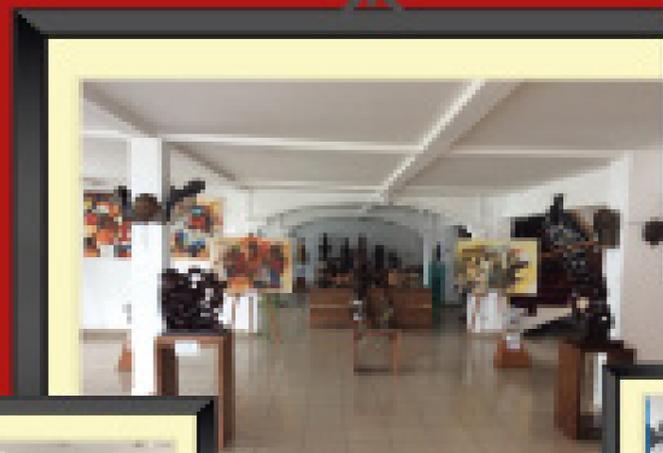
de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

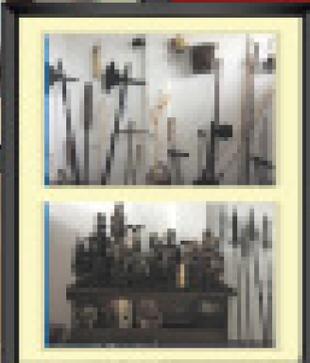
SCULPTURES
PEINTURES

CÉRAMIQUES
MUSIQUE







L'art dans sa Généralité,
de la Tradition
à la Modernité

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpi) dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

VIE DES PARTIS

Le « Bloc des républicains » porté sur les fonts baptismaux

Constitué de l'Union pour la restauration du Congo (URC), du Mouvement solidaire pour la République (MSR) et de l'Union des forces vives de la nation (Ufovina), le Bloc des républicains (LBR), un groupement des partis politiques de l'opposition, a été mis en place à l'issue de l'assemblée générale constitutive tenue le 17 août à Brazzaville.

Coordonné par le président de l'URC, Dominique Basseyla, LBR se veut être une organisation politique engagée à mener son action dans le respect « absolu des principes démocratiques et d'une démocratie consensuelle et de partage. » Pour parvenir à un assainissement du paysage politique congolais, la plateforme entend s'ouvrir avec les autres formations politiques pour œuvrer à des regroupements plus larges.

« Le Bloc des républicains va s'engager avec les autres forces politiques pour œuvrer à la sauvegarde de la paix, des libertés et de la stabilité des institutions. Car il s'agira aussi et surtout de barrer la route aux fauteurs de troubles, aux rêveurs qui pensent agir au nom du peuple alors qu'ils ne font que prospérer leurs intérêts. Ainsi, on évitera tout aventurisme politique au Congo qui mettrait en péril les acquis sociaux et économiques de la population et de notre pays », peut-on lire dans la déclaration de constitution du LBR, appelant à la vigilance pour le triomphe d'une démocratie tenant compte des réalités politiques, sociales et culturelles nationales.

Les responsables de ces trois partis politiques, notamment Armand Mpourou pour le MSR, Jean Michel Ebaka pour l'Ufovina et Dominique Basseyla pour l'URC ont aus-



Dominique Basseyla entouré de Jean Michel Ebaka et d'Armand Mpourou. Les participants/Adiac

« Le Bloc des républicains va s'engager avec les autres forces politiques pour œuvrer à la sauvegarde de la paix, des libertés et de la stabilité des institutions. Car il s'agira aussi et surtout de barrer la route aux fauteurs de troubles, aux rêveurs qui pensent agir au nom du peuple alors qu'ils ne font que prospérer leurs intérêts. Ainsi, on évitera tout aventurisme politique au Congo qui mettrait en péril les acquis sociaux et économiques de la population et de notre pays »

si signé un accord politique dans lequel ils se sont engagés à préserver le climat de confiance. Ce qui passera nécessairement par la transparence et la sincérité dans les relations ; la capacité de chaque parti politique à privilégier les actions communes assurant la visibilité de leur combat ; la mise en commun des moyens garantissant le succès de leurs actions.

Prôner le républicanisme social

Profitant de cette occasion, le coordonnateur de la nouvelle plateforme a annoncé la dissolution de l'Alliance de l'opposition démocratique (AOD), un groupement dont l'idéologie et le mode d'action n'ont pas été, selon lui, compris. L'AOD s'était retrouvée, a rappelé Dominique Basseyla, dans un positionnement politique à « géométrie va-

riable rendant opaque sa visibilité et son action. » « En dissolvant l'Alliance de l'opposition démocratique et en abandonnant la social-démocratie, cette idéologie d'exportation qui ne cadre nullement avec la philosophie des sociétés africaines en général, et congolaise en particulier, le nouveau groupement politique que nous créons se donne comme ambition d'être à l'écoute

de toute la classe politique sans exception, pour traiter de toutes les questions politiques sans tabou », a précisé le coordonnateur.

En effet, LBR a opté pour idéologie le républicanisme social, une doctrine qui met l'accent sur la participation de la population à la vie politique et le sacrifice des intérêts individuels en faveur du bien commun. Le président de l'URC a, par ailleurs, lancé un appel à tous les partis politiques au rassemblement pour, dit-il, « construire une démocratie participative, de partage de responsabilités et des solidarités dans une République fraternelle. » « En créant Le Bloc des républicains, nous venons de poser les fondations d'un édifice nouveau, celui de la démocratie participative. Je sais d'avance que nous mettrons à profit nos énergies, nos intelligences et notre foi pour que la classe politique découvre cette doctrine nouvelle... », a-t-il poursuivi.

Dominique Basseyla a, enfin, réitéré son soutien à l'action du président de la République, Denis Sassou N'Gesso. « Nous restons convaincus que dans le contexte politique d'ensemble qui caractérise notre pays, lui seul garantit la paix à notre peuple et notre marche vers le développement », a-t-il mentionné dans son discours.

Parfait Wilfried Douniama

POTO-POTO 1

Rick Gérard Bokilo échange avec ses mandants

Le député de la première circonscription électorale de Poto-Poto, Rick Gérard Bokilo a, lors d'un échange avec ses mandants, le 16 août, fait état des différents sujets qui ont été abordés au cours de la 3e session ordinaire de la quinzième législature de l'Assemblée nationale.

Le député de Poto-Poto 1 a expliqué qu'au cours de la session qui s'est déroulée du 2 au 13 août dernier, plusieurs affaires concernant le fonctionnement de la République ont été évoquées.

En présence de ses collègues députés, Rick Gérard Bokilo a signifié que la session était consacrée aux sujets concernant, entre autres, la loi organique déterminant les attributions, l'organisation et le fonctionnement de la Cour des comptes et de discipline budgétaire. Il était également question de loi portant transformation du Fonds d'impulsion de garantie et d'accompagnement des très petites et petites entreprises et de l'artisanat en établissement public à caractère industriel et commercial.

Rude Ngoma



La population de Poto-Poto 1 lors de l'échange/Adiac

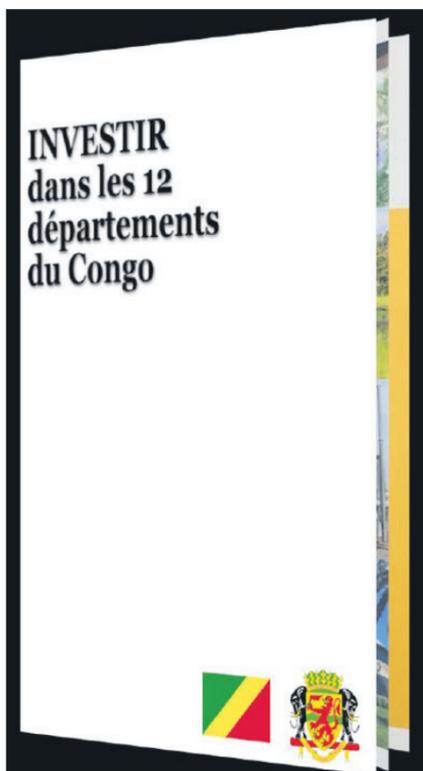
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

«Investir dans les 12 départements du Congo», une brochure pour mieux connaître le Congo profond

Le Congo célèbre, cette année, le 63^e anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Afin d'apporter son modeste grain de sel dans cette célébration, le Ministère de l'Économie et des finances, aux destinées duquel le président Jean-Baptiste ONDAYE a commis une équipe d'experts en vue d'élaborer l'ouvrage intitulé «Investir dans les 12 départements du Congo». Cet ouvrage est une invitation à mieux connaître le Congo profond, par l'exploration de ses départements, véritables fresques vivantes marquées par la richesse et la diversité de ses cultures, la variété des paysages.

Quel est donc le bien-fondé de cet ouvrage? «La République du Congo s'est fermement engagée à mettre en œuvre les politiques nécessaires pour préserver la stabilité macroéconomique, promouvoir une croissance durable et inclusive, et consolider les progrès dans la réduction des vulnérabilités de la dette.

La conclusion satisfaisante de trois revues successives et du programme de réformes économiques et financières avec les institutions de Bretton Woods traduisent cette volonté. Ainsi, tout en restructurant son économie, le Congo implémente le Plan National de Développement (PND 2022-2026) qui vise à consolider davantage les bases d'une économie plus inclusive et plus équitable, pour relever les défis multiples, à savoir: les inégalités et la pauvreté, le changement climatique et



la protection de la biodiversité. A cet égard, la promotion du développement local, corollaire de la décentralisation, figure en bonne place dans les préoccupations prioritaires du Gouvernement. Prévue par la Constitution, la décentralisation est, en effet, prônée dans le projet

de société de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République, dénommé «Ensemble poursuivant la marche».

Malgré les efforts consentis dans le cadre du développement local, les disparités entre les différents départements du Congo demeurent, avec, d'une part, Brazzaville et Pointe-Noire qui concentrent l'essentiel des richesses, en termes de population, d'infrastructures et de revenus, et, d'autre part, les autres départements qui, pourtant, regorgent de potentialités, parfois méconnues, qui ne demandent qu'à être exploitées.

«Investir dans les 12 départements du Congo», se veut être un guide permettant de mieux faire connaître l'environnement des affaires dans les douze départements du Congo, y compris les richesses culturelles et touristiques, d'une part, et d'attirer les potentiels investisseurs, d'autre part.

Ainsi, cet ouvrage est une invite à mieux connaître le Congo profond, par l'exploration de ses départements, véritables fresques vivantes marquées par la richesse et la diversité de ses cultures, la variété des paysages.

Du nord au sud et de l'est à l'ouest, des infrastructures essaient le pays; les routes, ponts, ports, aéroports, stades, barrages hydroélectriques, hôpitaux, etc. Autant de fleurons qui témoignent de l'au-



dace et du génie de son peuple, éclairé par un management visionnaire, engagé dans la réalisation d'un grand et noble dessein national incarné par le projet de société du Chef de l'Etat.

Le lecteur y découvrira un pays qui, sans complexe, avance avec assurance, proclame ses ambitions, affiche sa modernité et s'emploie à relever les défis qui se dressent sur la voie de son développement.

C'est ce Congo-là, havre de paix, terre d'accueil, terre d'hospitalité, terre d'investissements, qu'«Investir dans les 12 départements du Congo» vous invite à découvrir.

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ NOUS

811, boulevard Denis-Sassou-N'Gesso
 Brazzaville - République du Congo
regle@lesdepechesdebrazzaville.fr



PARLEMENT

Le projet de loi portant création du Cniarf adopté

Le projet de loi portant création du Centre national d'inventaire et d'aménagement des ressources forestières et fauniques (Cniarf), initié par le gouvernement conformément aux dispositions des articles 125 et 143 de la Constitution, a été approuvé le 11 août dernier au niveau des deux chambres du Parlement.

Le Cniarf, établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière est placé sous la tutelle technique du ministre en charge des forêts et des finances.

C'est un outil important dans la mise en valeur de la politique de notre pays en matière de gestion des forêts, a indiqué le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion des peuples autochtones, Ange Aimé Wilfrid Bininga, devant les deux

chambres du Parlement. Ce centre permet de façon prévisionnelle d'envisager les aires forestières qui devaient être aménagées afin de permettre leur mise en concession et donc leur exploitation.

« Il s'agit également d'identifier les espèces fauniques, tout ce qui est oiseaux, animaux, tout ce qui peuple nos forêts et qui aujourd'hui est géré dans le cadre de nos parcs. Un outil qui mettra à disposition des données exploitables dans le cadre

de la mise en œuvre de la politique du chef de l'Etat de faire de notre pays une destination touristique par l'exploitation de nos forêts » a renchéri le ministre.

Le Cniarf va aussi gérer le conflit homme-animal, procéder à la sensibilisation des populations riveraines, des populations autochtones, comme il procédera à l'identification des aires protégées qui font l'objet d'une gestion particulière. Il va également identifier les zones dévastées par les ani-



Ange Aimé Wilfrid Bininga s'exprimant devant la presse

« Il s'agit également d'identifier les espèces fauniques, tout ce qui est oiseaux, animaux, tout ce qui peuple nos forêts et qui aujourd'hui est géré dans le cadre de nos parcs. Un outil qui mettra à disposition des données exploitables dans le cadre de la mise en œuvre de la politique du chef de l'Etat de faire de notre pays une destination touristique par l'exploitation de nos forêts »

maux, les concessions que notre pays exploitera dans le cadre de la mise en valeur de nos ressources naturelles ainsi que les personnes vic-

times des actes des pachydermes pour prendre en compte des préjudices subis par les populations.

Jean Jacques Koumba

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
(+ 242) 05 532 01 09
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

+

ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

↑

SAISISSEZ LE LIEN

OU

SCANNEZ LE QR CODE

CONGO-FRANCE

Encore des efforts à fournir dans le cadre de la diplomatie parlementaire

Arrivé au terme de son mandat de quatre ans en République du Congo, l'ambassadeur de France, François Barateau, qui a fait ses adieux le 17 août au président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, a souligné la nécessité de renforcer la coopération dans les domaines de la diplomatie parlementaire et des collectivités locales.

Selon le diplomate français en fin de mission au Congo, l'exécutif ne pouvant pas donner des ordres à l'Assemblée nationale, elle peut encourager les chambres parlementaires des deux pays à travailler mieux ensemble. « La coopération parlementaire est importante. J'estime, avec le président Isidore Mvouba, qu'elle n'est pas suffisante pour l'instant entre la France et le Congo. Très honnêtement, elle n'est pas à la hauteur de notre relation, par ailleurs, qui est très intense. Donc lui et moi, nous avons convenu qu'il fallait sans doute faire un effort sur ce sujet-là comme d'ailleurs nous l'avons évoqué avec le président du Sénat, c'était le même constat, c'est-à-dire nous pouvons mieux faire entre les deux chambres des deux pays. Il y a eu un petit frémissement, le président Mvouba était en France il y a quelques semaines à peine, je crois qu'il faut qu'on accentue ce genre d'initiative », a expliqué François Barateau à la presse.

Il a également évoqué la nécessité de faire un effort sur la coopération décentralisée entre les collectivités territoriales. La coopération qui

existe n'est pas suffisante. « Nous avons une quinzaine ou une vingtaine de jumelages qui sont sur les papiers, mais qui ne sont pas très actifs, il faut le reconnaître. Je pense qu'il y a une large progression à encourager pour qu'ils fonctionnent », a-t-il plaidé.

Esquissant en quelque sorte son bilan des quatre ans passés au Congo, il a rappelé que le partenariat entre les deux pays est tellement riche. Il entend léguer à son successeur, dans le rapport de fin de mission, quelques axes d'efforts qui méritent d'être menés. François Barateau pense, entre autres, au soutien de l'engagement du pays dans la protection et la valorisation du bassin du Congo, notamment les forêts et tourbières. Il a ensuite noté la diversification économique qui nécessite, d'après lui, un engagement très fort et continue dans la formation professionnelle des jeunes, car il s'agit d'un point bloquant qu'il faut traiter.

Aider le Congo à moderniser sa gestion publique

« Nous sommes déjà présents dans la formation professionnelle, notamment à côté des CEFA, je souhaite que



François Barateau faisant ses adieux à Isidore Mvouba DR

nous la renforçons davantage. Je pense aussi à la modernisation de la gestion de l'Etat, non pas seulement en rapport avec le programme avec le Fonds monétaire international (FMI), car il s'agit de réformer la gouvernance publique. Le Premier ministre a présenté au Parlement le 12 août le budget-programme ministériel, c'est une nouveauté, une nouvelle façon de gérer l'argent de l'Etat et c'est nécessaire. Cela apporte la transparence et la redevabilité. Donc, la France aux côtés d'autres partenaires via le FMI, doit aider le Congo à moderniser sa gestion publique », a-t-il poursuivi.

La France devrait aus-

si continuer à travailler au Congo dans le cadre du renforcement des capacités de certaines administrations à l'instar de la justice et de la police où elle appuie le projet de professionnalisation de la police pour qu'elle soit plus efficace et à être plus au contact des citoyens. Elle accompagne également le ministère de l'Economie et des Finances ainsi que celui de la Culture dans la formation des agents et le renforcement des capacités des administrateurs. La France est aussi présente au Congo dans le domaine social en soutenant les populations les plus vulnérables à travers les filets sociaux, comme Lisungi et Téléma.

« Nous en sommes un peu à l'origine de ces projets, j'en suis très fier et souhaite que nous soyons toujours là présents. Je pense aussi aux infrastructures sociales de base qui sont lourdes en termes financiers. C'est par exemple l'accès à l'électricité, à l'eau, les voiries, la Corniche... Ce sont des choses fondamentales pour donner une impulsion à la modernisation du Congo et faire en sorte que le citoyen congolais de base sente que les choses changent dans sa vie quotidienne. Je pense que c'est un peu notre principe d'action », a conclu François Barateau qui va quitter Brazzaville la semaine prochaine.

Parfait Wilfried Douniama

JUSTICE

Quatre Congolais condamnés pour trafic de perroquets gris du Gabon

Le Tribunal de grande instance de Pointe-Noire (TGIPN) a condamné, le 10 août, à deux ans de prison ferme quatre Congolais jugés coupables de capture, circulation illégale et commercialisation de quarante-cinq perroquets gris du Gabon, une espèce intégralement protégée par la loi.

Blaise Ekofo, Harrys Sita, Martial Ntondelé et Bravo Éric Malonga sont aussi assujettis à payer à l'Etat une amende solidaire de deux millions de FCFA adossée à trois millions de FCFA pour dommages et intérêts.

A l'issue de la première audience tenue le 6 juillet dernier, ces trafiquants d'une espèce de faune sauvage protégée avaient reconnu les faits qui leur étaient reprochés. Les plaidoiries et réquisitions de cette affaire avaient eu lieu à l'audience du 20 juillet 2023, à l'issue de laquelle le verdict avait été prononcé.

Les quarante-cinq perroquets gris du Gabon avaient

été capturés dans la Réserve naturelle de Tchimpounga, dans le département du Kouilou, avant d'être placés dans deux cages par l'un de ces quatre présumés trafiquants. Ce dernier aurait transporté ces perroquets du lieu de la capture pour Pointe-Noire avec l'objectif de les vendre.

L'interpellation de ces trafiquants s'était faite, le 28 juin dernier à Pointe-Noire et, avait été réalisée par les éléments de la section de recherche judiciaire et de ceux de l'Escadron de sécurité et d'intervention de la Région de gendarmerie de Pointe-Noire, en collaboration avec les agents de



Les quatre condamnés Adiac

la Direction départementale de l'économie forestière de cette ville ainsi qu'appuyés techniquement par le Projet d'appui à l'application de

la loi sur la faune sauvage (PALF).

Après la saisie, les quarante-cinq perroquets gris du Gabon avaient été aus-

sitôt confiés aux responsables de la Réserve naturelle de Tchimpounga dans le département du Kouilou où ils reçoivent les soins appropriés de l'équipe de vétérinaires de l'Institut Jane Goodall avant de retrouver leur liberté dans la nature. Signalons que les animaux sauvages ne sont pas un moyen de divertissement et ne devraient pas être des animaux de compagnie. Ils peuvent être porteurs de maladies contagieuses à l'homme et vice versa. Il est important de ne pas capturer, abattre, blesser ou de détenir ce genre d'animaux proche de sa famille.

Fortuné Ibara

TRANSPORT FLUVIAL

La gestion du port autonome d'Oyo cédée à Codexo

La convention de mise en concession a été signée, le 17 août, à Brazzaville, entre le ministre de l'Économie fluviale et des Voies navigables, Guy Georges Mbacka, et le directeur général de Codexo Oyo group, Amos Hadar. Le concessionnaire compte investir 15 milliards de francs CFA dans l'installation des infrastructures logistiques modernes, la construction d'entrepôts...

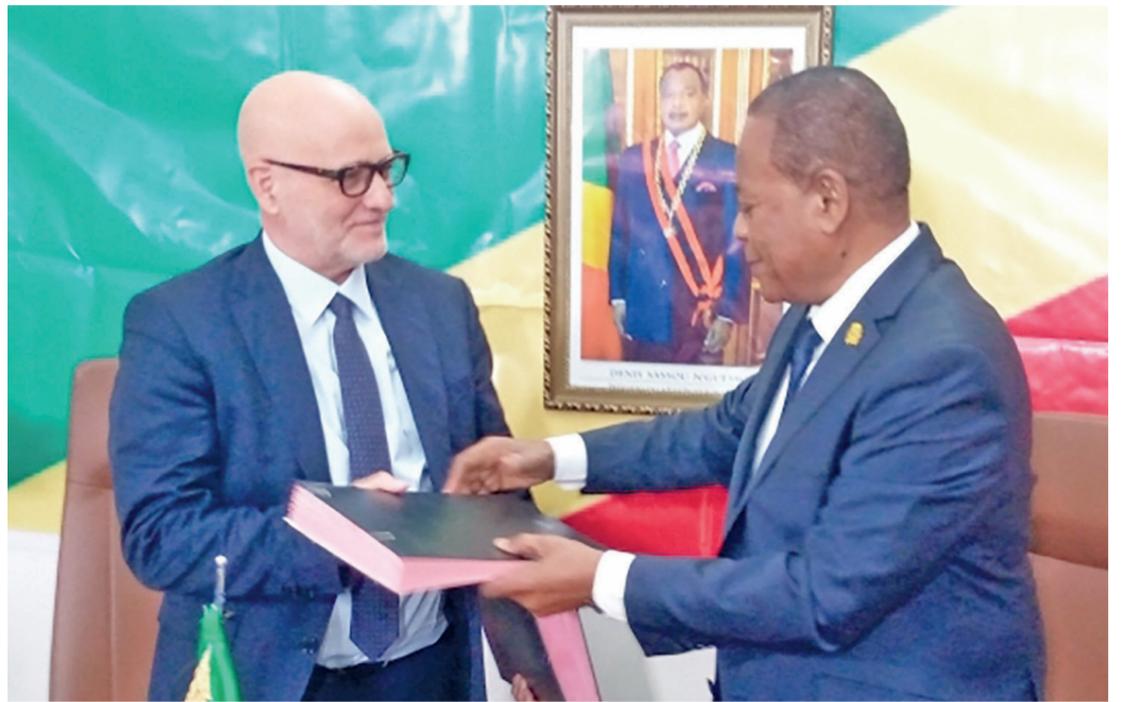
À travers la convention de concession des activités d'exploitation et de maintenance du port autonome d'Oyo, l'État et la société Codexo ont convenu de relancer les activités portuaires et la navigation intérieure. Outre la logistique et les entrepôts de stockage, Codexo s'est aussi engagée à opérer de façon régulière le dragage de l'embouchure de la rivière Alima, à sécuriser le domaine de la concession et à mettre en exploitation des équipements de manutention existants restés longtemps inexploités.

Cette étape de mise en concession de ce port secondaire intervient plus d'une année après la signature, en juillet 2022, du protocole d'accord entre les deux parties. Si les annonces sont suivies d'effet, le projet de concession du port d'Oyo contribuerait, sans nul doute, à redynamiser le transport fluvial au niveau national, à baisser les coûts de transport des produits

entre Oyo et Brazzaville, à améliorer le pouvoir d'achat de la population locale avec des effets sur l'emploi.

Pour le ministre Guy Georges Mbacka, la relance de cette infrastructure portuaire, située dans le département de la Cuvette, va permettre à la République du Congo de redorer son rôle de pays de transit dans la sous-région d'Afrique centrale. « Notre vision est de faire de ce secteur d'activité un levier solide de l'économie nationale, afin qu'il puisse contribuer de manière significative au développement du pays. Nous constatons avec beaucoup de satisfaction que cette vision est largement partagée par la société Codexo Oyo group qui se propose d'accompagner le gouvernement à relever ces défis », a-t-il déclaré.

Mis en service par le chef de l'État en août 2017, le port d'Oyo a été transformé en entité auto-



Échange de parapheurs entre Guy Georges Mbacka et Amos Hadar/Adiac

nome par la loi n°24-2019 du 12 juillet 2019. Mais à ce jour les activités portuaires ne se sont pas montrées à la hauteur des ambitions de l'État propriétaire. À en croire le directeur général de Codexo, Amos Hadar, les

chantiers vont être accélérés de sorte que le port d'Oyo s'ouvre au public au plus tard avant la fin de l'année. « Il n'y a pas de raison que les opérateurs économiques publics et privés ne puissent pas utiliser le port

autonome d'Oyo. Nous allons également investir en faveur de la population riveraine, dans l'agriculture et d'autres secteurs de développement local », a assuré Amos Hadar.

Fiacre Kombo

POOL

Des actions correctives attendues pour l'éducation non formelle

Après avoir évalué l'action pédago-andragogique dans le département du Pool, la directrice générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle, Laure Yoka Matongo, a indiqué que les choses devraient être améliorées pour mieux amorcer la prochaine rentrée des classes.

« Nous avons répertorié toutes les préoccupations évoquées par les directeurs et les animateurs des centres d'alphabétisation et de rescolarisation du Pool de manière à nous préparer pendant les vacances, à mettre en place des stratégies pour répondre à ces préoccupations. Il s'agit de faire en sorte que les approches d'alphabétisation et de l'éducation non formelle soient confortées et redéployées pour répondre aux attentes de l'ensemble de la communauté », a fait savoir Laure Yoka Matongo, à l'issue de l'échange avec les directeurs et animateurs des centres d'alphabétisation et de préscolarisation à Kinkala, dans le département du Pool, qui compte une trentaine de centres.

Les préoccupations évoquées par les directeurs et les animateurs des centres d'alphabétisation et de rescolarisation



Évaluation de l'action pédago-andragogique dans le Pool/Adiac

du Pool sont en effet liées, entre autres, au déficit des animateurs, au manque de structures d'encadrement et de matériel didactique. Dans le département, neuf centres sont fermés par manque d'ani-

mateurs. « Quand un centre n'a qu'un seul animateur, il est difficile d'encadrer les enfants », a souligné Valérie Okogna, une animatrice de l'un des centres d'alphabétisation et de rescolarisation

du Pool en saluant l'initiative de la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle qui permet aux acteurs de voir ensemble quels sont les éléments de réponse à apporter face aux dif-

férentes préoccupations.

Il convient de rappeler que l'évaluation faite par la directrice générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle est un bilan de l'action pédago-andragogique 2022-2023 suite à la publication des résultats des examens d'Etat. Au baccalauréat, le département du Pool a occupé la onzième place avec un taux de réussite de 42,38% tandis qu'au brevet d'études du premier cycle ce département est arrivé en quatrième position avec un taux de réussite de 70,98%.

En réalité, les défis à relever pour la direction générale de l'alphabétisation et de l'éducation non formelle sont grands non seulement dans le département du Pool, mais aussi dans d'autres localités. Des actions correctives nécessitent donc des moyens conséquents pour parvenir à relever ces défis.

Rominique Makaya

« Quand un centre n'a qu'un seul animateur, il est difficile d'encadrer les enfants »

LUTTE CONTRE LE DIABÈTE

L'Association femmes de cœur bientôt sur le champ de bataille

Après avoir lancé officiellement ses activités le 15 juillet à Brazzaville, l'Association femmes de cœur (AFC) «La voix des sans voix» que dirige Laetitia Gassaki s'apprête à mener des actions de grande envergure dans la lutte contre le diabète et l'encadrement des filles mères.

L'association, qui s'est fixé les objectifs d'accompagner, de suivre les filles mères et de mener les actions liées à la sensibilisation aux dangers du diabète, se prépare pour des grandes actions. Pour ce faire, l'AFC a étalé récemment lors du lancement officiel de ses activités son plan d'actions. En effet, Laetitia Gassaki s'est inspirée de la citation de l'ancien président américain, John Fitzgerald Kennedy : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous. Demandez plutôt ce que vous pouvez faire pour votre pays » qui turlupinaut son esprit, pour se questionner sans cesse sur comment se rendre utile à son prochain qui est dans le besoin en République du Congo. En tant que femme et mère, elle a toujours été animée par une grande envie de donner, de partager et de s'impliquer dans la vie sociale.

Deux causes ont trouvé écho dans son cœur. La première est la précarité des filles mères. Elles sont victimes d'une double peine due au désengagement de la responsabilité de leurs partenaires et l'abandon de leurs familles. Et la seconde porte sur la question du diabète et de ses ravages. Etalant les différentes actions à mener, la présidente de l'AFC a fait savoir qu'en ce qui concerne la réinsertion sociale et professionnelle des filles mères, son association s'engage à mener des actions suivantes : mettre en place un centre d'accueil nommé "Maison du cœur" qui donne accès à une prise en charge psychologique, c'est-à-dire un lieu d'accompagnement, de conseils, de réconfort et d'écoute ; mener

des campagnes de sensibilisation à l'éducation sexuelle ; faire face au décrochage scolaire en encourageant à la reprise des études, si possible, et d'autres seront orientées vers des activités génératrices de revenus immédiats telles que la coiffure, la couture. Pour financer ses actions, l'association compte organiser chaque année plusieurs événements comme des concerts caritatifs, des repas solidaires et les éditions du "Grand marché de cœur", qui est un projet social de vente de vêtements d'occasion et bien d'autres articles à des prix dérisoires. S'agissant des questions de



Les femmes de cœur posant avec leurs invités /DR

« Le vouloir vient toujours d'un problème et quand il y a un problème, il faut trouver une solution. Mon but est d'éclairer la population sur ce fléau sournois. Nous souhaitons informer les familles que l'on peut vivre longtemps avec le diabète, si on est correctement suivi et prompt à respecter les préconisations d'une bonne hygiène alimentaire et de vie »

sensibilisation au diabète, l'AFC organise des actions telles que la grande marche de santé, les éditions des grandes campagnes de sensibilisation, des conférences-débats pour informer, sensibiliser et prévenir la population ; d'instaurer des partenariats et des échanges avec d'autres associations à l'étranger en lien avec cette pathologie ; se battre pour obtenir de l'État la prise en charge des soins et la gratuité de l'insuline ; créer plus tard la "Maison du patient" qui sera un lieu de rencontre et d'écoute. Ce sera un centre d'information qui abordera avec les malades les questions liées à la nutrition, l'obésité, l'activité

physique et les risques cardio-vasculaires.

Une représentation théâtrale pour édifier les Congolais

La soeur Crédo et son groupe ont joué une pièce de théâtre sur le diabète, une manière de mettre les gens en garde pour cette maladie qui tue. A travers cette pièce de théâtre, elle a expliqué les méfaits du diabète et comment les gens l'interprètent, car il y en a qui disent qu'ils ont été ensorcelés, d'autres encore disent que c'est le sida parce que la personne a maigri alors que le diabète a certains symptômes qui sont similaires à ceux du sida. « J'ai sensibilisé pour dire aux gens de faire très attention parce

que le diabète tue à petit feu. Il faut faire très attention avec notre alimentation. Il faut beaucoup pratiquer le sport, parce que c'est très important pour éviter le diabète. 80% des familles africaines ont des parents qui ont souffert de diabète, faisons attention », a déclaré la soeur Crédo.

Pour Laetitia Gassaki, l'envie est une question de cœur. Soutenir et servir les fils et les filles du Congo est un désir qu'elle avait toujours dans son cœur, parce qu'elle savait qu'il y avait une problématique. « Le vouloir vient toujours d'un problème et quand il y a un problème, il faut trouver une solution. Mon but est d'éclairer la population sur ce fléau

sournois. Nous souhaitons informer les familles que l'on peut vivre longtemps avec le diabète, si on est correctement suivi et prompt à respecter les préconisations d'une bonne hygiène alimentaire et de vie », a-t-elle conseillé.

Venue pour soutenir Laetitia Gassaki, Colette Victorine Peuwo s'est dite très heureuse de voir une femme qui vit depuis des années en France avoir l'amour pour sa population. Pour elle, le fait que Laetitia Gassaki est revenue apporter un plus sur le traitement du diabète au Congo, regrouper et encadrer les filles mères, cela montre tout simplement que quand on part, on n'oublie pas le derrière. « Laetitia Gassaki a eu cet amour de revenir au pays travailler dans ce sens. Aller et oublier le derrière c'est très mauvais, mais aller et revenir travailler pour le pays, c'est ce que nous voulons d'ailleurs. Je loue son courage », a-t-elle déclaré.

Bruno Okokana

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



www.lesdepechesdebrazzaville.fr

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Evaluation de la campagne de distribution des moustiquaires

Les experts de la santé se sont réunis, le 17 août, à Brazzaville en atelier pour valider les données de la campagne de distribution gratuite de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action.

L'objectif est d'apprécier l'organisation, la mise en œuvre ainsi que les résultats de la campagne pour des éventuelles améliorations pour des campagnes futures.

Il s'agit également de partager les résultats de la campagne par département, ressortir la synthèse des réalisations, défis et leçons apprises et recommandations par département et pour l'ensemble de la campagne, valider les données de la campagne par département et de manière globale ainsi que rédiger le rapport de l'atelier.

La campagne gratuite de masse des moustiquaires imprégnées d'insecticide sur l'ensemble du pays a été lancée officiellement à Pointe-Noire en août dernier par le gouvernement en partenariat avec le Fonds mondial à travers Catholic relief services. Le but était de donner à au moins 90% des ménages des moustiquaires imprégnées et de s'assurer qu'ils dorment sous ces moustiquaires, soit



Une vue des participants (ADIAC)

6 064 531 personnes à protéger des piqûres de moustiques.

Le financement obtenu par le gouvernement congolais du Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida tuberculose et le paludisme pour lutter contre la malaria va de la période de 2021 à 2023

L'atelier regroupe du 17 au 20 août les experts venus des différents départements du pays. Les travaux ont été ouverts par le directeur des soins de santé primaire, le Dr Martin Mabiala.

Il a rappelé dans son allocution d'ouverture que le paludisme demeure un véritable problème de santé publique.

En effet, poursuit-il, toutes les couches de la population sont exposées au risque de contracter cette maladie, les enfants de moins de cinq ans, les femmes enceintes et les couches les plus vulnérables. « Le paludisme est la première cause des consultations avec 59% de cas, première cause d'hospita-

lisation avec 64,8% et première cause de mortalité avec 18,4% ; la situation est encore plus dramatique chez les enfants de moins de cinq ans avec 28% de décès d'après le rapport du Programme national de lutte contre le paludisme 2022 », a-t-il indiqué.

Lydie Gisèle Oko

LA CARAVANE D'HISTOIRES

Lancement ce 18 août à Maroua

Le projet culturel et social congolo-camerounais « La caravane d'histoires » connaîtra son lancement ce 18 août dans la localité de Maroua au Cameroun à partir de 18h. L'ouverture se fera au rythme des spectacles de conte suivis de projections de films africains.

La caravane d'histoires est un projet culturel et social initié et codirigé par la Cie Nzonzi du conteur congolais Jules Ferry Moussoki et le Cinéma numérique ambulant Cameroun de Stéphanie Dongmo. « Le but de ce projet est de créer des espaces pour la transmission de la culture africaine, de partager et communier avec le public des villages et des quartiers défavorisés en ville souvent privé des arts et de la culture, de recueillir des besoins traditionnels des populations », a expliqué Jules Ferry Moussoki.

A l'image des « mbongui » hier, la caravane d'histoires souhaite pérenniser les instants de joie sous le rythme des contes, des proverbes, projections de films d'Afrique et bien d'autres

expressions artistiques. En effet, l'événement s'inscrit dans l'optique de la valorisation et de la dynamisation de la culture africaine qui a longtemps caractérisé les sociétés africaines, notamment par le partage et la transmission aux plus jeunes.

De façon itinérante, la caravane d'histoires se déroulera du 18 au 31 août dans des localités du Cameroun, du Tchad et du Congo, par le biais de la route. La première localité au programme est Maroua, à l'extrême nord du Cameroun. « Dans cette localité de Maroua, nous y resterons du 18 au 22 août et le même 22 août nous partirons sur le Tchad où nous aurons des ateliers d'initiation au conte, des spectacles de contes et des projections de films suivis des moments de par-

tage avec le public et professionnel du secteur. Ce, avant de revenir au Congo », a confié le conteur congolais qui entend livrer le spectacle « Ntsiéto à de la Fièvre » à l'ouverture du festival.

Selon Jules Ferry Moussoki, ce projet culturel et social permet aussi au public, enfants et adultes, plus de deux-cents personnes attendues par séance, de se donner rendez-vous pour écouter, voir et partager leur culture traditionnelle et moderne à travers l'art et la culture. Les activités se dérouleront en français et en langues des localités visitées, avec des traductions lorsque cela s'avère nécessaire, pour permettre au plus grand nombre d'avoir accès aux propositions artistiques et culturelles.

Merveille Jessica Atipo



L'affiche du rendez-vous DR



Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

www.adiac.tv

+336 11 60 60 56 info@adiac.tv B1, Boulevard Denis Tshumba-Mwamba, Brazzaville - République du Congo



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LIGUE AFRICAINE DES CHAMPIONS

AS Otohô affronte El Merreikh du Soudan ce dimanche

Après avoir échoué une fois de plus en finale de la Coupe du Congo, l'AS Otohô doit désormais se concentrer sur la Ligue africaine des champions, pour soigner les statistiques en compétitions africaines.

L'équipe championne du Congo qui n'a jamais disputé la phase de poules de la ligue des champions cherchera à briser ce plafond de verre. Un autre défi et non pas les moindres.

L'AS Otohô recevra le 20 août au stade Alphonse-Mas-samba-Débat le club soudanais d'El Merreikh, en match aller du premier tour préliminaire de la Ligue africaine des champions.

Des retrouvailles

Les deux équipes s'étaient affrontées pour la première fois dans cette même compétition le 29 novembre 2020 à Owando. Le club soudanais avait contraint l'AS Otohô à un nul d'un but partout à Owando, avant de lui imposer une défaite (2-0) à Omdurman. Les Soudanais qui s'entraînent à Kigali arrivent à

Brazzaville ce vendredi. Bien avant de les recevoir, l'AS Otohô a eu droit à une très belle opposition lors de la finale de la Coupe du Congo contre les Diablotins noirs. Les Diablotins lui ont donné une véritable leçon de réalisme, symbolisant toutes ses difficultés à franchir un palier. Le manque de maturité, de l'expérience et la maîtrise des émotions peut être des ingrédients qui manquent peut-être au représentant congolais pour livrer des prestations abouties dans la plus prestigieuse des compétitions interclubs de la Confédération africaine de football.

« Il faut qu'on tourne la page et penser à El Merreikh. Mais cette finale me rappelle Cape Town où on prend une leçon de réalisme aussi. Sur l'en-semble des deux matches, nous avons trois ou quatre occasions de plus qu'eux... Il faut être plus tranchant et plus concentré », a souligné



L'AS Otohô doit relever le défi de la qualification face à El Merreikh/Adiadic

Julien Mette, l'entraîneur de l'AS Otohô. La qualification se joue au match aller. Et l'AS Otohô doit l'emporter par un écart important avant d'aborder la manche retour avec un avantage psychologique conséquent.

En rappel, El Merreikh a déjà remporté la Coupe de la Confédération en 1989, alors

qu'en six participations l'AS Otohô n'a jamais intégré la phase de poules de la Ligue des champions. Par deux fois, elle a été éliminée à la porte des poules pour être reversée à la Coupe de la Confédération et gagner sa place dans les groupes en 2019 et 2022.

James Golden Eloué

« Il faut qu'on tourne la page et penser à El Merreikh. Mais cette finale me rappelle Cape Town où on prend une leçon de réalisme aussi. Sur l'ensemble des deux matches, nous avons trois ou quatre occasions de plus qu'eux... Il faut être plus tranchant et plus concentré »

EN VENTE

MATIERE DE LENTEUR
RECUEIL DE POESIE

Je réside dans les mots empruntés aux territoires fablés de la France ex-colonies de la guerre postique je réside dans les mots étroits, dans mots chevilles qui me situent en langue intermédiaire entre deux pays appartenant deux pieds d'un homme à une tête.

Je réside dans les mots emmêlés quand ne grande pas le tonnerre pendant l'hiver et que les kits scolaires disparaissent et entrent dans le coloris de vie avec tant de larges.

Essentiellement poète Omer Massem est universitaire et acteur culturel. Il vit à Brazzaville en République du Congo. Il est l'auteur de "Le Contain sans manche" (2011), de "Ne plus voir, Paroles altières pour Jean-Baptiste Bimbo Samba" (2013), de "Les Fragments sauvegardés" (2014), "Matière de lenteur", initialement publié en édition bilingue (français-français) en 2015, est son quatrième recueil de poésie.

15 €

les éditions +

Laurent TENGU
LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS DANS LES ÉTATS MEMBRES DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

ESSAI

Omer MASSEM
Ne laisse pas la nuit tomber sur tes épaules

POETES DES CINQ CONTINENTS

Roland BEMBELLY
Code des Hydrocarbures du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAY
Le Commandant Marien Ngouabi (1938-1977)

Un leader charismatique et un modèle pour l'Afrique

Preface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU
Paradoxe de l'agriculture congolaise

Preface de Jean Jacques BOUYA, Ministre de l'Aménagement du territoire et des Grands travaux

Noëly Galoy
Les Grandes Femmes sont faites de petites filles

Edilivre

Sorel Etang
L'université de la forêt
Avec les Pygmées Akas

NOUVELLES TERRES

Rigobert Sabin BANZANI
Le droit de l'urbanisme au Congo

Stratégies publiques de maîtrise foncière et pratiques privées

Placide Moudoukou
PRÉSIDENTS ET MINISTRES DU CONGO-BRAZZAVILLE (1958-2021)

SALON DES MÉTIERS DU BOIS

Le marché de l'artisanat africain ouvert à Brazzaville

La troisième édition du Salon des métiers du bois (Sameb) a été lancée, le 16 août, dans la capitale congolaise, par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Au total, 105 stands sont animés par des artisans congolais au côté de leurs camarades béninois, camerounais, congolais de Kinshasa, malgaches et sénégalais...

Co-organisée par le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME), de l'Artisanat et celui de l'Économie forestière, l'édition 2023 du Sameb se veut le plus important marché des produits artisanaux sur le continent et un rendez-vous des professionnels des métiers du bois. Pendant deux semaines, ces professionnels vont essayer de faire rêver les visiteurs par leur génie créateur, à travers des expositions et ventes.

Des visiteurs sont attendus au jardin des Droits de l'homme, à l'arrondissement 2, Bacongo, où se côtoient collectionneurs, spécialistes, simples acheteurs et autres anonymes. Plus de dix filières sont présentes à cette édition du Sameb, dont la décoration, la menuiserie, la bijouterie en bois, la vannerie, le garnissage, l'ameublement, les dénutries, la sculpture en bois et l'art floral.

De quoi satisfaire la coordinatrice du comité d'organisation, Emma Mireille Opa Elion, la directrice générale de l'Agence nationale de l'artisanat (ANA). « On ne saurait oublier les accessoires tels que les produits de la pharmacopée qui font du bien à nos esprits et nos corps, le tam-tam, la guitare, la flûte, la sanza, en somme les instruments de musique réalisés avec du bois qui rythment nos us et coutumes », a-t-elle détaillé.



Le Premier ministre coupant le ruban symbolique du Sameb/Adiac

Le marché de l'artisanat de Brazzaville est l'occasion non seulement d'admirer le génie créateur des artisans et les sous-métiers du bois, mais aussi de promouvoir ce secteur peu valorisé. L'évènement interpelle sur les défis actuels liés à la diversification économique, de faire prendre

conscience de la nécessité de soutenir les artisans, de répondre aux besoins des hommes et femmes qui travaillent le bois et de les sensibiliser à la problématique environnementale.

Pour les autorités, le Sameb est un moyen d'afficher sa politique en faveur du secteur artisanat pourvoyeur d'emplois

et d'attirer des partenaires étrangers. « Cette édition a un goût particulier, celui de promesse tenue, car le Sameb a été institutionnalisé et plusieurs activités de promotion et de valorisation de l'artisanat se sont réalisées grâce aux efforts du gouvernement au cours des deux dernières années »,

s'est félicitée la ministre des PME et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo.

Organisé pour la première fois en 2017, le Sameb vise à valoriser le bois, ses métiers et ses produits ; à revivifier la filière bois en vue de son inscription dans le processus de diversification de l'économie nationale. Il représente aussi un outil de diplomatie pour les autorités, car Madagascar a été choisi comme pays invité d'honneur. La ministre malgache de l'Artisanat, Sophie Ratsiraka, a prôné le partage de connaissances dans le domaine artisanal entre son pays et le Congo.

Fiacre Kombo

« On ne saurait oublier les accessoires tels que les produits de la pharmacopée qui font du bien à nos esprits et nos corps, le tam-tam, la guitare, la flûte, la sanza, en somme les instruments de musique réalisés avec du bois qui rythment nos us et coutumes »

63^e ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DU CONGO

La fête célébrée à Abidjan



Fête de l'indépendance du Congo 2023, Abidjan, Côte d'Ivoire/DR

À l'initiative de l'ambassade du Congo en Côte d'Ivoire, l'Association congolaise pour la logistique et la Supply Chain - Acolog -, par sa représentation à Abidjan, en Côte d'Ivoire, a participé aux festivités du 15 août, date marquant, depuis 1960, l'anniversaire de l'indépendance de la République du Congo.

La cérémonie a été un moment agréable de partage, d'échanges et de convivialité autour de l'attachement à la République du Congo des compatriotes en résidence en Côte d'Ivoire.

Une occasion toute trouvée pour le bureau de l'Acolog de prendre attache avec les diplomates congolais en prélude à une rencontre au cours de laquelle elle présentera de manière solennelle ses missions.

Créée le 6 février 2016 à Dakar, au Sénégal, cette association professionnelle regroupe en son sein des professionnels congolais de la logistique et de la chaîne d'approvisionnement. Représentée en France, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, au Maroc et en Guinée, elle a installé son siège principal national dans la ville portuaire de Pointe-Noire le 26 décembre 2020.

Marie Alfred Ngoma